

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

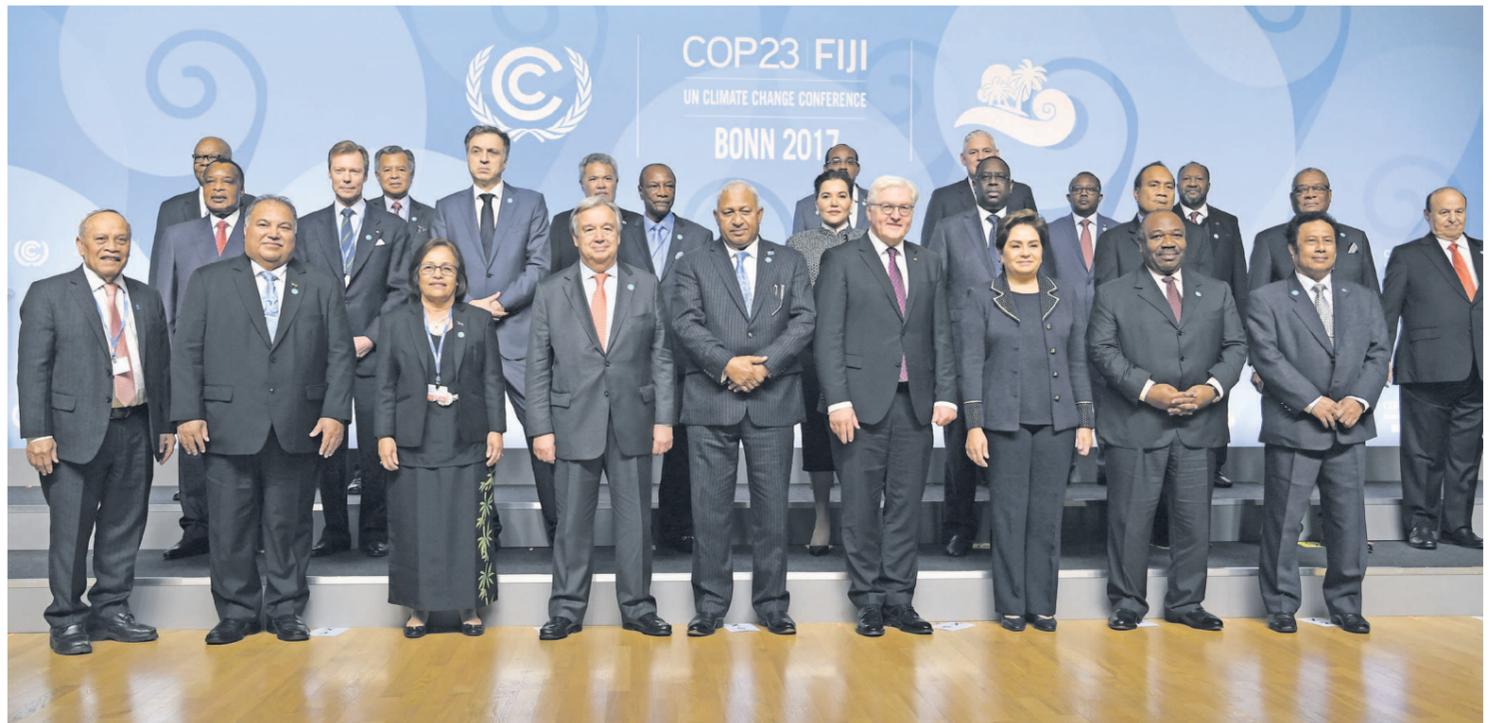
www.adiac-congo.com

N° 3070 - JEUDI 16 NOVEMBRE 2017

COP23

Denis Sassou N'Guesso honoré de voir l'Afrique parler d'une même voix

S'exprimant en présence de son homologue guinéen, Alpha Condé, président en exercice de l'Union africaine et du délégué de l'Organisation panafricaine, le président congolais, Denis Sassou N'Guesso a salué la volonté des Africains de parler d'une même voix à la rencontre de Bonn, en Allemagne. Il a notamment mis en avant l'initiative du Fonds bleu pour le Bassin du Congo invitant les partenaires bilatéraux et multilatéraux à s'investir pleinement. « Mon message à cette tribune de la COP23 est de vous dire que le Fonds bleu pour le Bassin du Congo est sur les rails. Je demande l'adhésion de toute l'Afrique et l'obtention, enfin, des financements qui ont été promis », a indiqué le chef de l'Etat congolais qui estime en outre qu'en développant les richesses du Bassin



du Congo, l'Afrique peut espérer « enrayer la pauvreté, donner une réponse forte au terrorisme et empêcher les jeunes de sombrer dans les camps de migrants », océans ou d'errer dans les

Page 8

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

90 étudiants Congolais prêts à s'envoler pour la Russie

Alors que l'incertitude gagne du terrain au sujet de la rentrée académique à l'Université Marien-Ngouabi, 90 jeunes Congolais sélectionnés par le ministère de l'Enseignement supérieur et l'ambassade de Russie s'envoleront le 26 novembre prochain pour le pays de Poutine, où ils poursuivront leurs études.

Au cours d'une rencontre organisée hier pour les dernières consignes, le ministre Bruno Jean Richard Itoua ainsi que les partenaires russes et congolais ont conseillé à ces jeunes de ne pas oublier ce que le pays attend d'eux.

Page x



Les étudiants et le ministre de l'Enseignement supérieur

AFRIQUE AUSTRALE

Crise majeure au Zimbabwe

Entre une armée déterminée à agir, afin de protéger, semble-t-il, la révolution en écartant « des criminels » de l'entourage du chef de l'Etat, et les coups de feu entendus autour du palais présidentiel, depuis la nuit de mardi, les observateurs de la scène zim-

babwéenne redoutent une prise du pouvoir par les militaires. Depuis, les réactions fusent de partout pour appeler les acteurs zimbabwéens à ne pas perdre la raison et éviter tout débordement.

Page 7

NAVIGATION FLUVIALE

L'ensablement, un véritable casse-tête dans les eaux intérieures

Du fait de l'étiage et du défaut de dragage, la Direction générale de la navigation fluviale (Digenaf) éprouve des difficultés pour mener à bien ses activités, notamment sur l'axe Oubangui-Sangha et Alima- Pool Malebo. Ce sous-secteur des transports reste également confronté au manque de personnel qualifié, selon le directeur de cette administration, Faustin Bobongo-Ibarath, qui a souligné, par ailleurs,

que sur les 103 agents en service, nombreux feront valoir leurs droits à la retraite bientôt. « Le premier problème auquel est confrontée la Digenaf est celui de l'étiage », a-t-il précisé, ajoutant que « les quelques armateurs privés actifs ne sont pas formés et ont du mal à mobiliser les moyens pour réaliser les opérations de dragage sur les voies ».

Page 3

CONGO-BELGIQUE

Jean-Claude Gakosso et Didier Reynders font le point de la coopération Brazzaville-Bruxelles

Page 9

VIE DES CLUBS

Les supporters d'Étoile du Congo fustigent l'incapacité de la coordination nationale

Page 16



Éditorial

Africa first

Page 2

ÉDITORIAL

Africa first

À ceux qui en doutaient, ouvertement ou implicitement, le discours en faveur de l'environnement naturel prononcé hier, à Bonn, par le président Denis Sassou N'Guesso dans le cadre de la COP 23, a démontré que l'Afrique est bien le véritable pilote de la lutte vitale menée par l'espèce humaine pour assurer sa survie. Loin du repli égoïste sur soi que prône le nouveau président des Etats-Unis, Donald Trump (« America first »), cet « Africa first » énoncé calmement, posément, devant un parterre d'hommes d'Etat venus du monde entier, a confirmé la volonté de notre continent, non pas de se refermer sur lui-même, mais bien au contraire de lutter pour faire triompher à brève échéance la bonne gouvernance environnementale à l'échelle planétaire.

L'Afrique étant le continent le plus riche de la Terre en ressources naturelles et le Bassin du Congo étant le deuxième poumon de cette même Terre en raison des immenses forêts qu'elle détient, heureusement toujours intactes, l'appel lancé par notre président aux dirigeants des 196 pays présents à Bonn a sonné tout à la fois comme une mise en garde et comme un message d'espoir : une mise en garde contre les effets inévitables du dérèglement climatique que portent en eux la suractivité industrielle et le non-respect de la nature ; un message d'espoir si, comme on peut l'espérer, les peuples de la Terre s'organisent collectivement pour lutter contre le dérèglement climatique.

Le discours ainsi prononcé et l'appel à la raison ainsi lancé sont apparus d'autant plus crédibles que, sitôt la COP 22 de Marrakech terminée, il y a un an, la plus haute autorité du Congo s'est engagée dans la construction du Fonds bleu pour le Bassin du Congo qu'elle avait annoncée à la surprise générale. Avec ce résultat immédiat que douze pays de l'Afrique centrale, réunis à Oyo quatre mois plus tard, se sont entendus pour jeter les bases de cette institution et que, mois après mois, semaine après semaine, jour après jour celle-ci prend forme.

Peut-on imaginer meilleure réponse que celle-là au message d'alerte que 15 364 scientifiques du monde entier ont lancé à la veille de l'ouverture de la COP23 sous le titre « Avertissement à l'humanité » et qui, depuis, se trouve amplifié, commenté, relayé en continu sur les réseaux sociaux à travers le monde ? Preuve, s'il en fallait une, que le monde entier attend des avancées concrètes de la COP.

Les Dépêches de Brazzaville

ZES

La Turquie s'intéresse à Pointe-Noire

L'industrie textile et agroalimentaire font partie des secteurs susceptibles d'intéresser les hommes d'affaires turcs, dans le cadre du projet qui se développe dans la ville océane.



Gilbert Mokoki et Can Incesu lors de l'audience photo Adiac

L'annonce a été faite, le 15 novembre à Brazzaville, par l'ambassadeur de Turquie au Congo, Can Incesu, à l'issue d'un entretien avec le ministre en charge du département, Gilbert Mokoki. « Je suis venu m'informer de l'évolution du projet des ZES, notamment celle de Pointe-Noire, afin de faire un rapport à ma hiérarchie et par là aussi atteindre les hommes d'affaires turcs », a-t-il déclaré.

Pour lui, « c'est un devoir de nous intéresser à un grand projet du Congo. Nous allons voir dans quelle mesure nous allons coopérer, tirer profit de ce projet dans l'intérêt des deux pays et de la région ». Le gouvernement a prévu d'implanter quatre Zones économiques spéciales (ZES) sur le territoire national, notamment à Pointe-Noire, Brazzaville,

Oyo-Ollombo et Ouesso. La ZES de Pointe-Noire sera la première à voir le jour. Le projet de loi portant création de ladite zone se trouve déjà au niveau des deux chambres du Parlement, en vue de son adoption. A en croire l'exécutif, il est attendu de la ZES de Pointe-Noire, au-delà des activités industrielles, commerciales et logistiques, la création de 100 000 emplois directs et indirects. Ce projet est assorti de la construction d'un port minéralier, qui sera la seconde plateforme portuaire maritime de la capitale économique congolaise. « Nous avons évoqué certains secteurs dans lesquels évoluent les hommes d'affaires turcs, en particulier l'industrie agroalimentaire et le textile. Je me suis renseigné sur le dossier, qui a

d'ailleurs beaucoup évolué. Je vais informer notre gouvernement, qui va intéresser les hommes d'affaires », a fait savoir le diplomate turc.

Le ministre Mokoki a saisi cette occasion pour informer son hôte de la promulgation des textes régissant les ZES, des activités à développer, des avantages du régime fiscal applicable dans le cadre de ce projet.

Le Congo et la Turquie sont liés par la coopération bilatérale. Ces dernières années, les deux pays ont renforcé leurs relations. Comme en témoignent quelques réalisations du côté congolais, dont la construction du Centre international des conférences de Kintélé et le projet de réalisation de la cité gouvernementale en plein cœur de Brazzaville.

Christian Brice Elion

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions :
Clotilde Ibara

Secrétaire des rédactions adjoint :

Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundoumbé Ngonou

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhads

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

SECTEUR PUBLIC / PRIVÉ

Une formation en vue au profit des managers

Le cabinet Deloitte organise du 23 au 24 novembre à Brazzaville une formation en management destinée aux managers, cadres, chefs d'équipe et de service ainsi qu'à tous ceux qui aspirent à un poste de management.

Les modules qui seront développés durant cette formation porteront notamment sur les fondamentaux du management, le rôle et la responsabilité du manager, les qualités essentielles du manager, les profils et styles de management, et les challenges du manager. Des exercices pratiques ainsi que des questionnaires permettant d'identifier les préférences personnelles seront également au menu des discussions.

« Il s'agit d'une formation idéale pour démarrer et développer vos compétences managériales. Elle se veut avant tout pratique et interactive, via des mises en situation illustrant la vie du manager », indique le communiqué de presse qui souligne : « Nous croyons que le développement du Congo nécessite en priorité la formation et la professionnalisation des acteurs privés et publics. »

Présent en République du Congo depuis 2007, ce cabinet conseil international a, entre autres, participé aux côtés du gouvernement, à la simplification des procédures de création d'entreprises.

En dehors de cette formation adaptée au contexte local, animée par des formateurs professionnels, Deloitte a déjà conseillé des entreprises congolaises évoluant dans les secteurs du pétrole, de la banque, de la santé et des transports.

Lopelle Mboussa Gassia

NAVIGATION FLUVIALE

L'étiage freine les trafics en eaux intérieures

Les opérations de dragage des voies navigables ne se font plus régulièrement, depuis l'arrêt des activités de l'unique armateur public.

La situation empêche les activités économiques dans les zones riveraines. Par exemple, au niveau du port fluvial d'Oyo, dans le département de la Cuvette, le transport du bois peine à y transiter à cause de l'ensablement.

La Direction générale de la navigation fluviale (Digenaf), l'organe technique de l'Etat chargé de coordonner les navigations en eaux intérieures (l'axe Oubangui, Sangha, Lima, Pool- Malebo, Kouilou), ne dispose plus d'assez des moyens pour mener à bien sa mission.

« Le premier problème est celui de l'étiage », a indiqué le directeur général de la navigation fluviale, Faustin Bobongo-Ibarath. Les quelques armateurs privés actifs ne sont pas formés et ont du mal à mobiliser les moyens pour réaliser les opérations de dragage sur les voies. Le sous-secteur de la navigation fluviale est aussi confronté à un problème de personnel qualifié. Nous ne disposons pas des cadres appropriés pour faire ce travail, a déploré Faustin Bobongo-Ibarath,



Les bâtiments destinés aux opérations de dragage

ajoutant que parmi les 103 agents en service, nombreux vont bientôt être admis à la retraite.

Il a exposé toutes ces doléances au ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Fidèle Dimou, qui venait de visiter les différentes installations de la Digenaf. « Il y a la volonté politique pour faire en sorte que la voie navigable nationale soit le mode de transport d'avenir. Avec nos idées, nous pouvons réfléchir pour trouver des solutions

aux nombreux problèmes de la navigation », a-t-il conclu.

Signalons que quelques temps avant cette visite, Fidèle Dimou s'était rendu sur les installations du groupement d'intérêt économique pour le service commun des voies navigables, afin de se rendre compte de la coopération dans ce domaine avec la République centrafricaine.

Fiacre Kombo

PARUTION

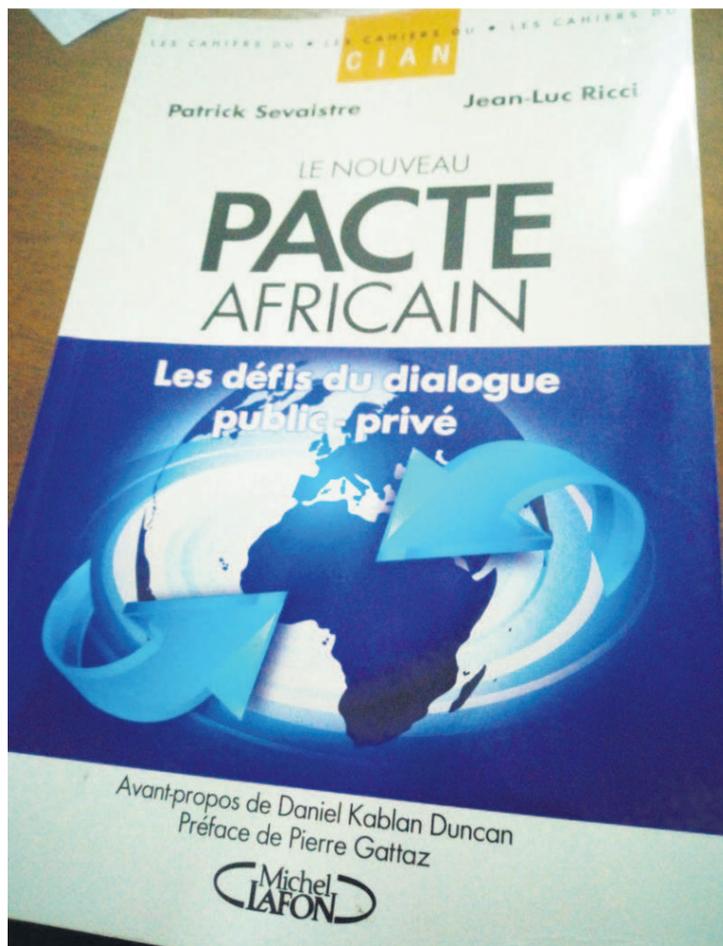
Quand le dialogue public privé s'invite comme levier du développement de l'Afrique

Le livre de Patrick Sevaistre et Jean-Luc Ricci « Le nouveau pacte africain, les défis du dialogue public privé », paru aux éditions Michel Lafon, fait un diagnostic précis de la concertation entre entreprises et gouvernement en Afrique et propose une série de réformes à engager pour changer la donne et instaurer un climat de confiance.

Le ralentissement économique de l'Afrique, après plus d'une décennie de forte croissance, n'est pas seulement le fait de la baisse des cours des matières premières. Ce gap, selon les auteurs de l'essai, est également causé par un déficit de dialogue entre les Etats et le secteur privé.

Le livre dresse donc un tableau documenté de l'évolution du dialogue public-privé et propose une méthode et des moyens de l'améliorer, pour en faire un outil clé de développement de l'Afrique. En ce sens, il contribue à la diffusion de ces bonnes pratiques et à leur assimilation par toutes les parties prenantes.

Dans son avant-propos, Daniel Kablan Duncan estime que même si le dialogue fait partie intégrante du patrimoine



La couverture du livre

culturel africain, le partenariat entre le public et le privé doit être le fruit d'un dialogue

fluide et constructif fondé sur la confiance.

« Le secteur public doit, en ef-

fet, mettre en place les conditions de développement du secteur privé, rompre avec l'obsession du contrôle et décloisonner son fonctionnement. Tandis que le secteur privé doit de son côté aller vers une autonomie plus forte, en cessant d'attendre parfois des acteurs publics, trop sollicités », souligne-t-il.

Des préalables doivent s'établir pour enclencher un dialogue public-privé fécond, estime, pour sa part, Jean Paul Vermes, président du conseil d'administration d'HEC Paris qui accompagne la publication. « Au premier rang desquels figurent une maturité du secteur privé apte à répondre aux enjeux économiques et une qualité de l'administration face aux défis de la cohésion sociale », précise-t-il.

Co-auteur de l'essai, Patrick Sevaistre est consultant spécialisé dans les politiques publiques et le développement du secteur privé en Afrique. Membre du comité directeur du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique) et conseiller du Commerce extérieur de la France, il est également chargé d'enseignement à Science Po et HEC Paris.

Jean-Luc Ricci est, quant à lui,

directeur du développement de HEC Paris en Afrique, membre du Comité Afrique du Medef International. Il établit des partenariats avec les institutions internationales et conçoit des programmes sur mesure pour les entreprises africaines.

« Le nouveau pacte africain, les défis du dialogue public privé » est la deuxième publication de la collection « Les Cahiers du CIAN », lancée il y a six mois par le Conseil français des investisseurs en Afrique. L'objectif est que les entreprises investies en Afrique prennent part au débat public et fassent entendre la voix du secteur privé.

« Nous plaçons depuis longtemps pour que l'ensemble des acteurs du développement africain-Etats, bailleurs de fonds, investisseurs, entrepreneurs locaux, ONG unissent leurs efforts et concertent leurs actions, car l'émergence de l'Afrique est l'affaire de tous (...) Le dialogue public-privé n'est-il pas le premier symbole et le meilleur champ d'application de cette communauté d'action tant souhaitée ? », rappelle, dans son mot, Etienne Girros, président délégué du CIAN.

Quentin Loubou



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 011-MFB-PACIGOF-CPM 2017 (SERVICES DE CONSULTANTS)



Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières

Référence de l'accord de financement :

2000130013732

N° d'Identification du Projet : P-CG-KZO-001

« Recrutement d'un cabinet de consultants chargé d'organiser les Assises Nationales de l'Entreprise Congolaise (ANEC) Edition 2018 ».

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu un prêt du Fonds Africain de Développement (FAD) du Groupe de la Banque Africaine de Développement, pour financer le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et la Gouvernance Sectorielle-Forêt/ Bois « (PACIGOF) ».

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt soit utilisée pour effectuer les paiements au titre du « Recrutement d'un cabinet de consultants chargé d'organiser les Assises Nationales de l'Entreprise Congolaise (ANEC) Edition 2018 ».

Les services prévus au titre de ce marché comprennent :

Phase 1 : Travaux préparatoires

- Appropriation de l'ensemble de la documentation et autres référentiels relatifs à l'édition précédente des assises ;
- Elaboration de propositions du programme général et des thèmes et sous thèmes à débattre au cours des plénières, ateliers, panels, etc...
- Définition des profils souhaités des divers intervenants ;

- Elaboration du budget prévisionnel des assises.

Phase 2 : Accompagnement et animation des réunions

- Elaboration, en concertation avec le ministère, de l'agenda définitif des travaux ;
 - Réservation et aménagement des salles de réunions et leurs annexes (des salons VIP et espaces attente, services techniques, expositions, etc.
 - Disponibilité des supports de travail et communicationnels (notamment Power Point et enregistrements), etc...
 - Fourniture des prestations de soutien et intendance (protocole, services-traiteurs, couverture médiatique etc...);
 - Mobilisation des intervenants dans les activités intellectuelles : leçons, présentations, témoignages, modérations, etc...
2. L'Unité de Coordination du projet invite les cabinets intéressés à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les dites prestations (documentation, référence des prestations similaires dans au moins deux continents, expérience dans les missions comparables et en particulier auprès des gouvernements, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour favoriser leurs chances de qualification.
3. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront

conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012» disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. L'intérêt manifesté par un Cabinet n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

4. Les Cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires (TDRs notamment) relatives à cet avis aux adresses mentionnées ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 08 heures 00 à 16 heures 00 (heure locale).

5. Les expressions d'intérêt doivent être déposées/ envoyées par courrier ou courriel aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard, le 24 novembre 2017 à 12 heures, heure locale et portées expressément la mention : « Recrutement d'un cabinet de consultants chargé d'organiser les Assises Nationales de l'Entreprise Congolaise (ANEC) Edition 2018 ».

Projet d'Appui au Climat des Investissements et la Gouvernance Sectorielle-Forêt/ Bois - (PACIGOF)
A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur
Rue, Locko Isaac N°05 et 06 secteur Blanche Gomez
Brazzaville-Congo

Tél : (242) 06 931 00 10/ 05 531 00 10; E-mail : pacigofcongo@gmail.com

**Le Coordonnateur
Benoît NGAYOU**

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CONGO/ETATS-UNIS

Destinée Hermella Doukaga et Todd Philip Haskell discutent du devenir de la jeunesse

La ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique a reçu en audience, le 15 novembre à Brazzaville, l'ambassadeur des Etats-Unis au Congo avec lequel elle a échangé sur la collaboration juvénile entre leurs États respectifs.

« La population africaine est majoritairement jeune. C'est une grande priorité pour nous. Nous avons plusieurs possibilités de travailler ensemble pour améliorer la situation de la jeunesse », a déclaré Todd Philip Haskell.

L'ambassade des États-Unis au Congo développe, en faveur des jeunes, le programme américain dénommé Young African Leaders Initiative, qui signifie en français : Initiative des jeunes leaders africains. Il permet aux jeunes Africains de se rendre

aux États-Unis d'Amérique, avec la possibilité de participer aux stages dans ce pays et en Afrique. L'initiative du département d'Etat, lancée en 2010 par l'ancien président américain Barack Obama, vise à forger un réseau actif de jeunes leaders africains.

« Nous avons abordé les volets : éducatif, entrepreneurial, apprentissage de l'anglais. Nous avons trouvé beaucoup de domaines pour collaborer », a conclu le diplomate américain.

Précisons que l'anglais (langue officielle des États-Unis) est l'une des langues les plus utilisées en communication internationale. Il est la langue officielle dans plus de 75 pays pour plus de 2 milliards de personnes et est parlé comme langue étrangère par 750 millions de personnes.

Fortuné Ibara



La poignée de main entre la ministre et l'ambassadeur/Adiac

PRISE EN CHARGE SOCIALE

La jeunesse invitée à s'orienter vers les formations professionnelles



Lucas-Nulle, Manfred Masson échangeant avec Anatole Collinet Makosso (DR)

La question a fait l'objet de la rencontre, le 13 novembre à Brazzaville, entre le directeur export pays francophones de l'entreprise Lucas-Nulle, Manfred Masson, et le ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Anatole Collinet Makosso.

Les deux personnalités ont réaffirmé l'intérêt de susciter, chez les jeunes Congolais, l'engouement vers les formations techniques, a expliqué Manfred Masson à sa sortie d'audience. Leur discussion a porté, entre autres, sur la nécessité d'investir dans le domaine de la formation technique et professionnelle. « Un pays qui n'investit pas dans la jeunesse n'a pas d'avenir », a-t-il dit.

Ils ont abordé également les points sur la technologie de l'information et de la communication, l'énergie renouvelable et la climatisation. « La collaboration avec le ministère est en quelque sorte un partenariat car nous ne nous occupons pas seulement du matériel mais également de la formation des formateurs. Pour le faire, il faut une étude à la base pour identifier les besoins. Le Congo a besoin des maçons ; techniciens ; d'électriciens et bien d'autres », a-t-il conclu.

Lydie Gisèle Oko

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

PARCELLE À VENDRE

Sise Centre-ville boulevard Lyautey
Face CHU (comprise entre la clinique Net Care et l'avenue de Cogemo)
Contact : 06 661 85 94/04 492 47 78

CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Bafoueni Oumba Christa Gladysse. Je désire désormais être appelé Koukambakana Christa Gladysse. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

NÉCROLOGIE

Christ Moukanda, agent des Dépêches de Brazzaville, et la famille Nkouba ont le regret d'informer les parents, les amis et connaissances du décès de Nesto Nkouba "Ya Moyo" survenu le 4 novembre 2017, à Brazzaville. Le deuil se tient dans la rue Masamba Désiré n°2212, rond-point Bifouiti, à Makélékélé.
La date des obsèques est prévue pour le samedi 18 novembre.



ETUDES SUPÉRIEURES

90 étudiants congolais attendus en Russie

Avant de quitter le Congo le 26 novembre et comme le veut la tradition, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a entrete nu les lauréats de bourses russes au cours d'une cérémonie organisée au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville, en présence de l'ambassadeur de la Fédération de Russie au Congo, Valéry Mikhaylov, et du directeur de ce centre, conseiller de l'ambassade, Sergey Belyaev.



La photo de famille avec les 90 étudiants/photo Irina Belyaeva

S'adressant le premier aux 90 étudiants, Sergey Belyaev les a informés de la présence de 600 autres étudiants congolais en Russie, ce pays qui a formé à ce jour à peu près 8000 Congolais. « Il est important que vous soyez courageux, que vous affrontiez les difficultés qui sont inévitables quand vous faites des études supérieures. Vous aurez des responsabilités, vous aurez des tâches compliquées, vous serez obligés d'apprendre une nouvelle langue. Mais, tout de même, avec l'expérience des jeunes Congolais, je peux vous dire que tout le monde réussit avec beaucoup de succès, et ce n'est pas étonnant. Les Congolais sont très doués en langues. L'expérience a

montré qu'ils réussissent avec beaucoup de facilités leurs études. Il y a très peu de cas où les jeunes étudiants Congolais ne réussissent pas... Je vous souhaite grand succès et bon voyage », a déclaré le directeur du CCR.

Présents à la cérémonie, le président du Club des anciens étudiants de la Russie et le président de la Convention congolaise des anciens étudiants de l'URSS et de Russie ont saisi cette occasion pour prodiguer, eux aussi, des conseils à leurs jeunes compatriotes. « Vous allez pour étudier; soyez responsables, nous atten-

dons de vous de bons résultats. N'y allez pas pour faire du désordre », ont-ils conseillé.

L'ambassadeur de la Fédération de Russie a, pour sa part, annoncé qu'en dépit de la crise économique et tenant compte du caractère stratégique des relations entre les deux pays, le quota de bourses pour le Congo a été augmenté, en lui accordant une centaine de bourses d'excellence.

Intervenant à son tour, le ministre Bruno Jean Richard Itoua s'est réjoui de constater que la longue amitié entre la Russie et le Congo

continue à produire des fruits dans tous les domaines en général et dans celui de la formation des hommes en particulier.

Afin de tordre le cou à l'idée de la manipulation, du clientélisme et du favoritisme autour des bourses qui sont offertes, le ministre de l'Enseignement supérieur a insisté sur la rigueur avec laquelle, de part et d'autre, aussi bien au niveau de l'ambassade de Russie que de son département, les choix ont été faits. Le nombre de bourses, les matières choisies, les spécialités, les villes de destination des étudiants

ont été fixés par le pays donateur, a-t-il expliqué.

« Si vous êtes là, c'est que vous avez été jugés meilleurs à la fois par la Russie et par le ministère de l'Enseignement supérieur. Et comme il en est ainsi, je vous demande de demeurer meilleurs. La vie se construit avec le travail, le sérieux, la motivation, la volonté, le courage, le bon zèle, et non avec le clientélisme ou le favoritisme. Que ces conseils soient le fil conducteur de votre séjour en Russie », a martelé Bruno Jean Richard Itoua. Il a ajouté : « Soyez les meilleurs ! Battez tous les autres étudiants de tous les Etats africains ! Et si vous pouvez aussi battre quelques étudiants russes, je ne serai pas mécontent ».

Les 90 étudiants congolais iront poursuivre leurs études dans plusieurs villes de la Fédération de Russie et dans différents domaines, notamment la médecine, les nouvelles technologies et l'ingénierie. Ils constituent la deuxième vague après les onze autres étudiants qui s'y trouvent déjà. Ils ont pris l'engagement de représenter le Congo avec dévouement car, ont-ils soutenu, l'avenir repose sur la jeunesse.

Bruno Okokana

RENCONTRE CITOYENNE

Échange entre les jeunes de la diaspora et ceux de Brazzaville

Deux internationaux de football congolais, Fodé Doré et Thievy Bifouma, ont encouragé, le 12 novembre au cours d'une cérémonie à l'Institut de jeunes sourds, un échantillon de jeunes des neuf arrondissements de la ville capitale à ne pas perdre espoir dans leur vie courante.

L'initiative a été de l'association sportive et sociale «Les jeunes cadres», que dirige Florian Koulimaya. Elle avait pour objectif d'échanger, écouter les jeunes afin de les apprendre à faire un travail mental et de développement personnel.

En effet, Thievy Bifouma a conseillé ces jeunes de ne pas sombrer dans la délinquance juvénile. Il les a appelés à assainir leur entourage et d'écouter les conseils de leurs aînés (parents, tuteurs, enseignants, entraîneurs ainsi que les leaders). Prenant la parole à son tour, Fodé Doré a encouragé leurs interlocuteurs à être déterminés pour atteindre les objectifs fixés. « Pour réussir, il faut prendre une décision et tenir bon, le tout se joue mentalement. C'est pour moi un grand plaisir de discuter avec vous afin de partager les idées, vous porter conseil



Les jeunes avec les deux stars(DR)

par rapport à la vie courante », a-t-il indiqué.

Il a, en outre, souligné qu'il essaiera d'apporter son soutien à ces jeunes qui sont pour la plupart des passionnés du football. Les jeunes, a-t-il poursuivi, seront leurs remplaçants à l'équipe nationale afin de défendre les couleurs de la nation. « Je suis heureux que les jeunes nous soutiennent. Ne baissez pas les bras, affrontez les difficultés et vous réussirez », a conclu Fodé

Doré.

Bomel Amio, jeune joueur dans un club du quartier, s'est dit ravi de rencontrer les deux stars congolaises. « Personne ne peut imaginer ce que je ressens maintenant. Je ne les vois qu'à la télévision, aujourd'hui, j'ai eu la chance de discuter avec les stars qui m'ont encouragé à réaliser mon rêve », avant d'ajouter : « Je suis encore jeune, j'aimerais un jour jouer dans l'équipe nationale comme les autres malgré les difficultés et le découragement de mes propres parents. »

Pour le président de l'association sportive et sociale «Les jeunes cadres», cette rencontre consistait à motiver les jeunes à dépasser les freins qu'ils peuvent rencontrer dans leur vie quotidienne. L'initiative n'est pas la première du genre. L'association a déjà organisé, quelques semaines avant le Brevet d'études du premier cycle 2015-2016, au collège PK Rouge d'Ignié, une rencontre similaire avec les candidats.

Lydie Gisèle Oko

PRÉSENTATION ET DÉDICACE

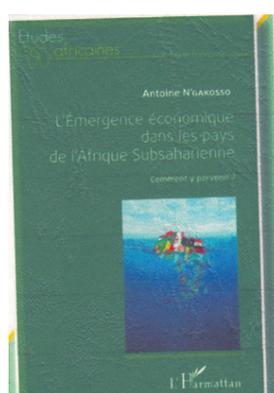
« L'émergence économique dans les pays de l'Afrique subsaharienne : comment y parvenir ? »

de Antoine Ngakosso

Ce vendredi 17 novembre 2017, à 15 h 30

Lieu : Librairie « Les Manguiers »

(Dépêches de Brazzaville) Mpila - Brazzaville



ZIMBABWE

La communauté internationale appelle à une solution pacifique

Suivant avec attention la situation qui prévaut dans le pays, où l'armée a placé le président Robert Mugabe en résidence surveillée après plusieurs jours d'un bras de fer provoqué par le limogeage du vice-président, Emmerson Mnangagwa, des voix continuent de s'élever pour appeler au règlement de la crise par une solution pacifique et au maintien de l'ordre constitutionnel.

Dans un communiqué, le chef de l'Etat guinéen, Alpha Condé, président en exercice de l'Union africaine (UA), a dénoncé le 15 novembre « ce qui apparaît comme un coup d'Etat » au Zimbabwe et demandé aux militaires de « se soumettre à la légalité constitutionnelle ». « L'Union africaine exprime sa grande préoccupation face à la situation qui se déroule au Zimbabwe où manifestement des soldats tentent de prendre le pouvoir par la force », a ajouté le président de l'UA, qui a demandé « aux militaires de mettre un terme immédiat à leur action ».

Soucieux de l'évolution de la situation au Zimbabwe, le président sud-africain, Jacob Zuma, a dépêché deux de ses ministres sur le terrain. « Le président envoie la ministre de la Défense et des anciens combattants, Nosiviwe Mapisa-Nqakula, et le ministre de la Sécurité d'Etat, Bongani Bongo, au Zimbabwe pour rencontrer le président Robert Mugabe et l'armée zimbabwéenne », a indiqué la présidence dans

Crise majeure

Entre une armée déterminée à agir, qui assure protéger la révolution en écartant « des criminels » de l'entourage du chef de l'Etat, et les coups de feu entendus autour du palais présidentiel, mardi dans la nuit, les observateurs de la scène zimbabwéenne redoutent une prise du pouvoir par les militaires.

La confusion créée par les déclarations des officiers de l'armée, qui démentent perpétrer un coup d'Etat tout en prenant le contrôle de la radio nationale, du Parlement et d'autres endroits stratégiques de la capitale Harare laisse perplexe.

On assiste, peut-être, à une déposition en douceur du père de l'indépendance, Robert Gabriel Mugabe, 93 ans, en porte-à-faux avec certains de ses collaborateurs depuis plusieurs jours. Le cas précisément du vice-président, Emerson Mnangagwa, limogé dans un moment d'incertitude où les militaires menaçaient d'intervenir : « Nous assurons à la Nation que son Excellence le président (Robert Mugabe) et sa famille sont sains et saufs et que leur sécurité est garantie », a notamment expliqué le porte-parole de l'armée apparu en tenue militaire à la télévision.

Le scénario en cours au Zimbabwe aura l'ère du déjà vu sur le continent s'il se confirmait quand on pense à ce qui s'était produit en Tunisie, le 7 novembre 1987. Après xx années au pouvoir, Habib Bourguiba, président à vie de la Tunisie, appelé « le combattant suprême » pour son implication dans le combat pour l'indépendance de son pays, fut déposé par son Premier ministre d'alors, Zine El Abidine Ben Ali. Il justifia son action en alléguant « le grand âge du président (84 ans) et des problèmes de santé ». Bourguiba est gardé en résidence surveillée, mais son éviction ne provoqua pas des tensions particulières dans le pays.

Le cas du Zimbabwe paraît tout de même complexe car il se profile un bras de fer entre l'armée et la jeunesse du ZANU-PF, le parti de Mugabe. Dans une déclaration, le représentant des jeunes a estimé que la place des militaires est dans les casernes et qu'ils n'accepteront pas que l'armée écarte du pouvoir un président régulièrement élu par son peuple. On peut donc craindre des débordements dans le pays si les militaires ne font pas preuve de tact dans la gestion de ce qui peut être considéré comme une crise majeure au sein du régime zimbabwéen en place depuis trois décennies.

Les Dépêches de Brazzaville

un communiqué.

Jacob Zuma s'est prononcé contre tout changement de régime « inconstitutionnel » dans ce pays, même si l'armée dit avoir lancé une opération destinée, selon elle, à « éliminer des criminels » proches du président Robert Mugabe. Il a exhorté les autorités et l'armée du pays à « résoudre amicalement l'impasse politique » actuelle et prié les forces de défense zimbabwéenne

« de faire en sorte que la paix et la sécurité dans le pays ne soient pas compromises ». Le président sud-africain a, en outre, assuré que la Communauté de développement d'Afrique australe reste « prête à aider là où c'est nécessaire ».

Le Royaume-Uni, par la voix de la Première ministre, Theresa May, a appelé à « s'abstenir de toute violence ». « Nous observons les développements en cours très

attentivement. La situation est encore très mouvante », a-t-elle déclaré devant les députés britanniques, avant d'appeler « toutes les parties à la retenue ».

Pour sa part, le ministre britannique des Affaires étrangères, Boris Johnson, qui s'exprimait également devant les députés, a affirmé que « tout ce que le Royaume-Uni a toujours voulu, c'est que les Zimbabwéens puissent décider de leur avenir lors d'élec-

tions libres et justes. L'ambition dévorante de Mugabe leur a toujours dénié ce droit ». « Je pense que c'est un moment d'espoir. Beaucoup de gens dans ce pays doivent le considérer ainsi » et « vous pouvez être absolument certains que si nos espoirs se réalisent, le Royaume-Uni sera à l'avant-garde pour aider le Zimbabwe à opérer ce virage », a ajouté Boris Johnson. Il répondait à la question de savoir si son pays allait utiliser les événements en cours pour appuyer une évolution démocratique du Zimbabwe.

L'Union européenne « préoccupée », a, en ce qui la concerne, appelé au « dialogue » et à une « solution pacifique ». « Nous appelons toutes les parties concernées à passer de la confrontation au dialogue avec pour objectif une résolution pacifique », a déclaré la porte-parole, Catherine Ray, lors d'un point presse de la Commission européenne. « Les droits fondamentaux des citoyens doivent être respectés et l'ordre constitutionnel ainsi que la gouvernance démocratique maintenus », a-t-elle insisté.

L'armée du Zimbabwe a pris le contrôle des rues de la capitale Harare dans le cadre d'une opération visant, selon elle, à éliminer des « criminels » dans l'entourage du président Robert Mugabe.

Le Zimbabwe, en proie à une grave crise économique et financière depuis de nombreuses années, est dirigé par Robert Mugabe qui règne sur le pays depuis l'indépendance en 1980.

Nestor N'Gampoula

CENTRAFRIQUE

L'ONU décide de renforcer sa mission de paix

Réunis le 15 novembre, les membres du Conseil de sécurité ont adopté à l'unanimité une résolution renforçant de 900 hommes la Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique (Minusca).

La résolution, rédigée par la France, permettra à la force de paix d'être plus mobile et réactive en Centrafrique, toujours en proie aux violences. La Minusca sera aussi autorisée à déployer dans le pays jusqu'à 11 650 personnes, dont 2 080 policiers et 480 observateurs militaires.

Ce renforcement avait été demandé par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui a mis en garde contre un risque de nettoyage ethnique dans le pays.

A terme, la mission de paix de l'ONU en RCA doit être remplacée par les Forces armées centrafricaines. C'est pour cette raison que le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, avait promis fin octobre, que les premières forces formées par l'Union européenne seraient déployées d'ici à trois mois.

La Centrafrique est enlisée dans un conflit depuis le renversement, en 2013, du président François Bozizé, par une coalition pro-musulmane (l'ex-Séléka), qui a entraîné une contre-offensive des antibalaka, ou antimachettes), milices animistes et pro-chrétiennes. Mais les interventions armées de la France (2013-2016) et de l'ONU ont permis de réduire les violences, notamment à Bangui.

N.N'G.

FRANCE

Emmanuel Macron attendu à Alger

Au-delà des accords économiques signés récemment, le chef de l'Etat français fera le déplacement d'Alger, le 6 décembre, et assistera, le lendemain, à la réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau entre les deux pays.

Paris et Alger ont signé, le 12 novembre dernier, lors de la 4e session du comité mixte algéro-français, plusieurs accords de coopération économique. A cette occasion, Emmanuel Macron effectuera une visite officielle à Alger, la première depuis son élection. Il s'y était déjà rendu lors de sa campagne présidentielle et avait promis, s'il était élu, de renforcer la coopération économique avec l'ancienne colonie et son pays. Il sera le premier dirigeant européen à être reçu par le chef de l'Etat algérien, Abdelaziz Bouteflika, depuis l'annulation, au début de l'année, de la visite de la chancelière allemande, Angela Merkel.

Noël Ndong

COP23

Le président Denis Sassou N'Guesso : « Le Fonds bleu pour le Bassin du Congo est sur les rails »

Arrivé dans la phase de la deuxième semaine des négociations de la COP23, le chef de l'Etat congolais a prononcé un discours en présence de son homologue guinéen, Alpha Condé, et du délégué de l'Union africaine.

En substance, le président congolais a salué la solidarité de ses homologues de persister à parler d'une même voix à Bonn. Heureux de constater qu'après les rencontres de la COP21 à Paris et les résolutions de Marrakech, c'est ensemble qu'ils font face en ce qui concerne la recherche de l'éradication des méfaits climatiques.

«Le Bassin du Congo depuis Marrakech a mis en place trois commissions», a rappelé le chef de l'Etat.



L'arrivée du président Denis Sassou N'Guesso

Et d'ajouter que ces commissions poursuivent leurs missions malgré l'absence du

soutien international qui tarde à venir.

Le président a insisté sur

la bonne évolution de la 3^e commission, à savoir la création du Fonds bleu pour le

Bassin du Congo. «C'est une idée généreuse, un projet important pour l'humanité». «Mon message à cette tribune de la COP23 est de vous dire que le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo est sur les rails. Je demande l'adhésion de toute l'Afrique et l'obtention, enfin, des financements qui ont été promis». «Car, en développant les richesses du Bassin du Congo, nous pourrions espérer enrayer la pauvreté, donner une réponse forte au terrorisme et empêcher les jeunes de sombrer dans les océans ou d'errer dans les camps de migrants».

Que ce soit le Fonds vert ou le Fonds bleu pour le Bassin du Congo, le chef de l'Etat exhorte la communauté internationale à se souvenir de ses promesses.

Marie Alfred Ngoma

À propos du monde que nous voulons

Si par la faute des hommes, l'eau, la faune, La flore et l'air venaient à manquer sur toute la terre, L'existence s'arrêterait et laisserait sur ses ruines, La faim, la soif, la chaleur et partout le vide. L'asphyxie et l'effroi mineraient le monde, La terre s'encombrerait de corps et d'objets sans vie. Habitants de la même planète, riches et pauvres, Seraient emportés sans distinction dans l'au-delà. Les calamités charrieraient de l'autre côté du temps, À l'opposé du bon sens et des douces lamentations, Les vices, les vertus, les illusions, les pensées reniées. Inconscients ou fiers de leur rôle funeste, les aveugles Et les irréductibles signeraient seuls l'ultime tragédie. Tant que les hommes ne protégeront pas la terre, Qu'ils ne la chériront et ne s'élèveront pas, La nature imposera ses colères meurtrières, Le désespoir et les larmes toute l'éternité. Elle n'a pas besoin des hommes pour exister, Les hommes dépendent d'elle pour vivre Mais périssent du désordre de leurs turpitudes. Avec les catastrophes naturelles, les maladies, La montée des violences et les égoïsmes harsardeux, Nous ne bâtirons pas le monde que nous voulons, Ce monde de paix, d'amour et de solidarité, Celui que nous appelons de nos vœux, de nos cœurs Et de nos forces pour changer la vie !

Henri Djombo,
homme politique et romancier congolais

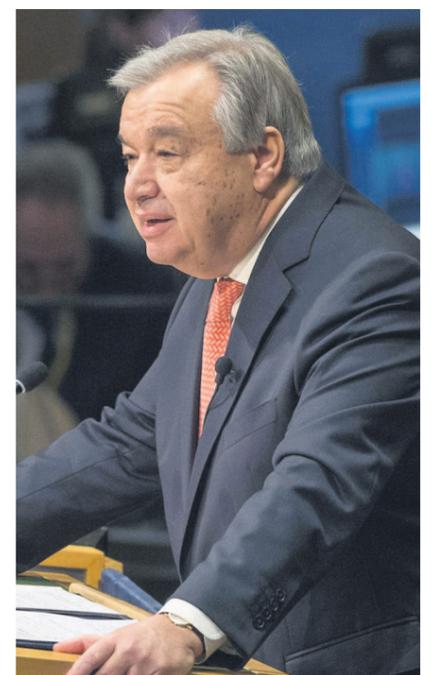
ANTONIO GUTERRES

«Investir dans les énergies fossiles promet un avenir insoutenable»

Continuer à investir dans les énergies fossiles, les secteurs et infrastructures émetteurs de gaz à effet de serre promet «un avenir insoutenable», a déclaré, le 15 novembre, le secrétaire général de l'ONU, à la tribune de la 23^e conférence sur le climat.

«Les marchés doivent être réorientés loin de ce qui est contre-productif», a déclaré Antonio Guterres. «En 2016, un montant estimé à 825 milliards de dollars a été investi dans les énergies fossiles et les secteurs générant des émissions élevées. Nous devons cesser de parier sur un futur insoutenable mettant en danger économies et sociétés (...). Le changement climatique est la menace déterminante de notre temps. Notre devoir est de relever l'ambition «pour lutter plus efficacement contre le réchauffement», a-t-il indiqué.

Rappelant l'insuffisance de l'action climatique mondiale, il a appelé les pays à agir plus fortement. L'accord de Paris «appelle à relever les ambitions, et je vous appelle à profiter de la révision des engagements nationaux, en 2020», pour répondre à ses objectifs. Parmi les solutions, «le monde devrait adopter une règle simple: les grandes infrastructures qui ne sont pas vertes ne doivent pas recevoir de feu vert», a ajouté le responsable de l'ONU, appelant de



Une forte délégation congolaise à la COP23

Bonn a accueilli une forte délégation congolaise pour la COP23 renforcée par la présence du chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, arrivé en Allemagne le matin du 14 novembre. Il devrait présider les travaux sur le climat lors du sommet avec ses homologues, le 15 novembre dans la «Zone de conférences» baptisée «Bula Zone»

Parmi les membres de la délégation, le maire de Pointe-Noire, Jean-François Kando, observe qu'au bord de l'Océan Atlantique se développent des érosions. «En tant que maire proche de la population je suis venu voir, écouter mais rejoindre le cercle des acteurs, des élus actifs de ceux qui prennent en compte ces préoccupations. Au sein de cette coalition, nous développons un plan climat bancable. Grâce aux financements obtenus, nous serons en mesure de sensibiliser notre population qui pourtant vit ces méfaits climatiques mais ne les comprend pas. Les exemples de Dakar et Grand Bassam nous montrent la voie à suivre», a-t-il indiqué.

La députée Marie Jeanne Kouloumbou, venue à Bonn dans le cadre de la nouvelle commission «Environnement et développement durable» de l'Assemblée nationale, a salué l'implication du chef de l'Etat qui parcourt la planète pour porter la contribution du Congo. «Représentants du peuple, nous devons relayer les messages. A juste titre, deux mois après, nous venons à la COP23 pour rendre compte des échanges internationaux. Cela enrichit nos connaissances pour mieux toucher chaque Congolais où qu'il se trouve », a confié l'élue du peuple.

Francis Maixent Itoua-N'Goma est pour sa part venu promouvoir l'ouvrage «Vision verte» du Dr Michel Innocent Peaya qui détaille le combat du président Denis Sassou N'Guesso en matière de protection de l'environnement et de protection de la nature pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

nouveau à la généralisation d'un prix sur le carbone - taxe ou encouragement financier à moins polluer.

Pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris - rester sous 2°C de réchauffement - il faudrait qu'au moins la moitié des gaz à effet de serre émis soit soumise à une telle mesure. Il a aussi appelé les pays développés à répondre à la promesse faite de mobiliser 100 milliards de dollars annuels dès 2020 pour les politiques climatiques des pays en développement. «Tenir cette promesse est essentiel pour maintenir la confiance», a-t-il prévenu.

Marie-Alfred Ngoma
avec AFP

CONGO/ BELGIQUE

Jean-Claude Gakosso et Didier Reynders satisfaits de la coopération bilatérale

Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger a été reçu le 13 novembre, au palais d'Edmond, à Bruxelles, par son homologue belge. Leur entretien a porté sur les questions d'intérêt commun ainsi que celles d'ordre régional.

A l'issue du tête-à-tête, le chef de la diplomatie congolaise a parlé de l'excellence des relations entre Bruxelles et Brazzaville. « *Entre le Congo et la Belgique, il y a de bonnes perspectives de coopération* » et les deux pays vont « *se déployer pour que cette relation demeure dynamique* », a déclaré Jean-Claude Gakosso. Le ministre a, par ailleurs, indiqué que la situation dans le département du Pool figurait parmi les points abordés avec la partie belge. « *Nous*



Le ministre Jean Claude Gakosso reçu par Didier Reynders

avons évoqué la situation dans le Pool et j'ai exposé la position du chef de l'Etat qui a tendu la main au pasteur Ntoumi afin qu'il sorte du bois et revienne à la vie normale. Tout comme j'ai rassuré le

ministre Rinders sur le fait que la population regagne déjà les localités et il a apprécié ce climat d'apaisement », a expliqué Jean-Claude Gakosso.

Les discussions entre le Congo et le Fonds monétaire

international ont aussi retenu l'attention du ministre belge. Une opportunité ayant permis à son homologue congolais d'évoquer la situation économique et financière actuelle de son pays. Il

était en compagnie de Léon Raphaël Mokoko, nouvel ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Congo en Belgique.

S'agissant de la situation dans la région des Grands lacs, notamment en République démocratique du Congo et au Burundi, anciennes colonies de la Belgique, Didier Reynders a jugé opportun d'en discuter avec le Congo, qui joue un rôle majeur dans l'équilibre de la sous-région. « *Nous avons salué la publication du calendrier électoral en RDC avec cet engagement d'accompagner ce pays* », a fait savoir Jean-Claude Gakosso.

La visite du ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger en Belgique intervient un mois après l'entrée en fonction de Léon Raphaël Mokoko.

Nestor N'Gampoula

DIABÈTE

425 millions d'adultes atteints dans le monde

Les chiffres ont été publiés par la Fédération internationale du diabète (FID) à l'occasion de la Journée mondiale consacrée à cette maladie.

Un adulte sur onze dans le monde (425 millions) est atteint de diabète, soit 10 millions de plus qu'en 2015. « *Le diabète est l'une des plus grandes urgences sanitaires mondiales. Davantage d'actions sont nécessaires (...) pour réduire le fardeau économique et social* » qu'il représente, juge dans un communiqué, la FID, dont les chiffres portent sur les adultes de 20 à 79 ans. Elle estime que « *le diabète représente 12% des dépenses de santé mondiales (727 milliards de dollars, 618 milliards d'euros)* ».

Le diabète, « *qui est associé à un certain nombre de complications affectant les yeux, le coeur, les reins, les nerfs et les pieds* », touchera quelque 629 millions de personnes en 2035, prédit la FID. Alors qu'on considère souvent à

tort que le diabète est une maladie de riches, l'Afrique sub-saharienne est la région du monde où cette maladie va le plus progresser dans le monde (+109% contre 22% en Europe).

Ainsi, plus de 40 millions d'Africains vont être diagnostiqués avec un diabète de type 2 d'ici à 2035, faisant de cette maladie un « *problème de santé publique* » sur le continent, ont annoncé, le 14 novembre, des spécialistes à Abidjan.

« *En Afrique subsaharienne, le nombre de patients atteints de diabète de type 2 était de 19,8 millions en 2013. D'ici à 2035, ce chiffre va plus que doubler pour atteindre 41,5 millions* », selon l'Atlas du diabète de la FID. « *Ces chiffres sont alarmants, voire sous-estimés, ces pathologies vont augmenter partout dans le monde, mais l'Afrique va connaître la plus grande progression* », a affirmé le Dr Amy Fall-Ndao, directrice médicale de Sanofi Afrique francophone. « *On*

pensait que c'était une maladie de personnes riches. Ce qui n'est pas vrai », assure de son côté le directeur du programme national de lutte contre les maladies non-transmissibles en Côte d'Ivoire, le Dr Valéry Adouéni.

Le diabète, un trouble d'assimilation des sucres par l'organisme, existe sous deux formes:

Le diabète de type 2 (près de 90% des cas) correspond à une hausse prolongée du taux de sucre dans le sang, souvent associée à l'obésité et aux modes de vie (sédentarité, alimentation...). Le diabète de type 1, qui apparaît le plus souvent de manière brutale chez l'enfant ou chez le jeune adulte, est caractérisé par une production insuffisante d'insuline, une hormone sécrétée par le pancréas.

Selon la FID, « *plus de 350 millions d'adultes courent actuellement un risque élevé de développer un diabète de type 2* », soit 34 millions de plus qu'en 2015.

AFP

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL FORCÉ DES JEUNES

L'OIT et les experts internationaux échangent sur la question

Le sujet est en examen depuis le 14 novembre dans la ville de Buenos Aires, en Argentine, à la faveur de la 4e conférence mondiale sur l'élimination durable du travail forcé des enfants.

La rencontre internationale organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), en partenariat avec le gouvernement argentin, prendra fin le 16 novembre. Elle a pour objectif principal d'accélérer le rythme de l'élimination du travail des enfants d'ici à 2025, conformément aux engagements pris en 2015, dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Elle connaît la participation active des Etats membres de l'OIT, des organisations régionales, des partenaires sociaux, des entreprises et organisations de la société civile.

« *Il est temps que nous formulons une action concertée en mettant en place une politique efficace afin de reléguer le travail forcé des enfants et l'emploi des jeunes dans les oubliettes de l'histoire. C'est pourquoi, nous aborderons pendant trois jours différents sujets liés à l'éradication de ce phénomène* », a précisé le responsable de l'OIT, avant de spécifier que les participants identifieront au cours de la rencontre les scénarios possibles et les conditions qui permettront, en plus

de l'élimination du travail des enfants d'ici à 2025, l'élimination également du travail forcé d'ici à 2030 afin de promouvoir des emplois productifs et un travail décent pour les jeunes.

Pour l'OIT, ces travaux aboutiront à la publication d'un texte intitulé : « *La Déclaration de Buenos Aires* », qui devrait être adoptée à l'issue de la conférence ».

En effet, selon l'OIT, cette réunion doit se traduire par des engagements car, les participants seront également invités à prendre publiquement l'engagement d'accomplir des actions concrètes, entre autres, la ratification des instruments internationaux pertinents dans un délai donné, le lancement des initiatives au niveau national, sous-régional ou régional. « *Nous avançons dans la bonne direction, mais nous devons le faire à un rythme beaucoup plus soutenu* », a ajouté le responsable de cette institution. Et de conclure que les recommandations qui seront émises énuméreront quatre piliers politiques essentiels dans la lutte contre le travail des enfants à savoir le renforcement des protections juridiques, l'amélioration de la gouvernance des marchés du travail et des entreprises familiales, la consolidation de la protection sociale et l'investissement dans une éducation gratuite de qualité.

Rock Ngassakys

CONFESSIONS RELIGIEUSES

Louzolo Amour forme ses membres à la gestion d'une association

L'église OPH a organisé, du 10 au 11 novembre à Dolisie, un atelier à l'intention de dix-huit de ses adeptes de la section Mont Ararat.

La formation a eu lieu en partenariat avec la direction départementale du Patrimoine et des archives du Niari. Elle est intervenue au moment où l'association Louzolo Amour (Asla) OPH traverse l'une des plus graves crises de son histoire et a permis aux participants de renforcer leurs capacités dans l'exercice de leurs fonctions.

Pour l'organisateur de ce séminaire, Jean Jacques Mboundou, les problèmes qui se posent dans l'Asla-OPH et même dans les autres confessions religieuses sont dus au manque de formation des animateurs.

« Comment comprendre qu'une association qui a



Les membres de l'association Louzolo Amour en compagnie du directeur départemental du Patrimoine

une ancienneté de plus de 30 ans ne puisse pas disposer d'un siège digne ? Qu'il s'agisse des structures internationales ou locales, les membres du bureau travaillent debout, sans documents ni outils appropriés. Il est temps que l'Etat forme les dirigeants de nos religions authentiques pour qu'elles s'inscrivent

dans le processus de développement », a déclaré Jean Jacques Mboundou.

Mme Mabiana, secrétaire aux finances et matériel de cette association, a exprimé sa joie à l'issue de cet atelier : « Nous sommes satisfaits de ce séminaire, car nous étions ignorants et naviguions sans orientations. Nous savons maintenant comment doit fonctionner une association. »

Rappelons que l'association Louzolo Amour OPH, mouvement religieux créé au Congo, compte aujourd'hui plus de 100 000 membres à travers le monde. Le Gabon, le Benin, l'Angola, l'Afrique du sud, le Canada, la France, l'Allemagne, la Belgique, les Etats-Unis, le Japon, sont, entre autres, les pays où ce mouvement religieux est implanté.

Bruno Okokana

MASA 2018

Black Panther retenu parmi les 64 artistes

Le slameur congolais a été sélectionné au cours d'une réunion technique du comité artistique international du Marché des arts du spectacle africain (Masa), tenu en septembre dernier, pour participer à la 10^e édition prévue du 10 au 17 mars 2018 à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

La 10^e édition du Masa réunira cinquante pays de tous les continents, dont la France, le Canada, la Tunisie, Haïti, Madagascar, Mali, Suisse, Nigeria, Guinée Conakry, Cameroun, Sénégal, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, etc.

Ce rendez-vous culturel, co-organisé par l'Etat ivoirien et l'Organisation internationale de la Francophonie, sera célébré sur le thème « Quels



Black Panther

modèles économiques pour les arts de la scène ? Troupes, salles de spectacles et festivals». Il coïncidera avec le 25^e anniversaire de la manifestation au cours duquel une table ronde sera animée par des grands témoins qui rappelleront les enjeux et

le contexte à l'origine de la création du Masa en 1993.

Au programme : vingt groupes en musique, huit en danse, huit en théâtre, huit en conte, dix en humour, sept en arts de la rue et trois en Slam. Au total 64 artistes animeront l'évènement du-

rant une semaine.

Le Masa est l'un des plus grands marchés consacrés aux arts de la scène en Afrique.

Qui est Black Panther ?

De son vrai nom Paterne Bouanga Kaba, Black Panther a une licence en administration des entreprises. Artiste professionnel, il découvre le slam en 2011 par le biais de la deuxième compétition interscolaire. Son style assez engagé, mêlant la langue française à des expressions en langues locales, définit son identité artistique.

L'artiste participe à de nombreux festivals, des ateliers de formation ainsi qu'à la création de scènes de slam et à des compétitions de slam

Poésie. Il est lauréat de plusieurs compétitions telles du volontariat français, du slam national du Congo en 2015, de la francophonie organisée par l'Institut français du Congo. Vainqueur de l'édition 2015 du Slam national, la même année, Black Panther a représenté le Congo à la finale mondiale lors de la 9^e Coupe du monde de slam Poésie à Paris. Sa poésie est une reconnaissance des valeurs africaines, une recherche de négritude, une sauvegarde des valeurs morales et une main tendue à toutes les personnes souffrantes et incapables de se relever. Son objectif est de promouvoir le slam congolais à travers ses œuvres et ses projets.

Rosalie Bindika



SALARIÉS

Ouverture des inscriptions au cours du soir :

- 3^e année bachelor ;
- Masters (MBA, MRH, MCG, MQHSE, MMO, MCLS, ...).

Diplômes français

Tel : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 E-mails : escicinfo2013@gmail.com / escicinfo2013@escic-cg.com ; Site : www.escic-cg.com

LIVRES

«Traité sur le renseignement» d'Athanase Moussoungou

426 pages, 9 chapitres, une bibliographie dense, «Traité sur le renseignement», Tome 1, * est préfacé par le général de police de 1ere classe, Philippe Obara, soit dit en passant, directeur général de la surveillance du territoire.



**Athanase Moussoungou, «Traité sur le renseignement», Tome 1, Edilivre 2017, France

Colonel, officier de renseignement ainsi qu'il est révélé en quatrième de couverture, Athanase Moussoungou vient de publier chez Edilivre, un ouvrage fort documenté sur le domaine de la profession qu'il a exercée des années durant avant, comme on dit prosaïquement, de faire valoir ses droits à la retraite. De prime abord, la couver-

ture du livre donne dans une mosaïque de couleurs qui renseigne peut-être sur le fait que la thématique abordée a souvent été considérée comme re-

levant des arcanes du secret, de l'insaisissable : dominante noire, tamisée par un filet bleu arpentant du violet, du vert, rouge, orange, gris clair et foncé, le tout laissant rejaillir en blanc les noms de l'auteur, de l'éditeur et le titre du livre. Si on devait paraphraser le préfacier dans un jeu d'équilibre entre cette présentation physique et le fond de l'ouvrage, on répéterait volontiers cet extrait un peu long, mais pertinent sur la matière en débat : « Avec ses traditions, sa méthodologie, et l'universalité de son champ d'application, l'art du renseignement n'est plus une lampe à cacher sous le boisseau ; il s'agit bel et bien d'un domaine primordial de l'activité humaine qui peut, sans exagération aucune, s'arroger le droit d'être compté parmi les sciences humaines, dont le voile est appelé à se dissiper progressivement et la singularité à s'ouvrir à l'investigation du large public ».

Alors que l'intérêt pour l'activité de renseignement est vieux d'au moins deux mille cinq cents ans, le combat de l'ombre restant sa vocation principale, les fantasmes qu'elle nourrit dans l'imaginaire collectif constituent le mythe grâce auquel elle poursuit son petit bonhomme de chemin. Athanase Moussoungou énumère les concepts, en retire le jus nécessaire à la compréhension de leur bien-fondé. C'est quoi la police politique ? C'est quoi la communauté de renseignement ? C'est quoi la recherche opérationnelle ? Autant de notions parmi d'autres qu'il inventorie, donnant à percevoir qu'à toutes les étapes de la vie humaine et des institutions, les services secrets ont toujours suivi les courbes de l'histoire. De nombreuses photos de dirigeants connus autorisent d'utiles juxtapositions.

Parce que les Etats et ceux qui en assurent la continuité ne peuvent s'en passer, parce que les entreprises et ceux qui en sont les principaux décideurs en ont grand besoin, le renseignement ne cessera jamais de fournir à chacun d'eux les clés pour la prise de la bonne décision au bon moment, en fonction de la situation de l'heure. Le miracle réside éventuellement dans la maîtrise d'un certain nombre de paramètres, au nombre desquels la géographie, la démographie, la climatologie, le relief du terrain adverse. Ce que conseillait vivement Sun Tzu, célèbre auteur de L'Art de la guerre et précurseur s'il en est, qui prédisait : « Si tu ne connais ni ton adversaire, ni toi-même à chaque bataille tu seras vaincu ». Traité sur le renseignement, précieux comme outil de documentation.

Gankama N'Siah

TTN ya

+331 44 92 90 90 +336 65 47 06 06

34 rue Labat 75018 Paris - Fret Maya-Maya
✉ ttnplus.wanadoo.fr

+242 06 605 91 69 +242 05 522 49 99

le centre culturel russe

SAM 18 Nov 2017

présente

Djoson philosophe
The winner, o vencedor, el caliente

& SUPER NKOLO MBOKA

En spectacle **MULTI COLOR**
(Rumba, Salsa, Samba, Folk et Variétés)

Entrée sur invitation

17h/30

ENJEUX ÉLECTORAUX

Une nouvelle plate-forme décrit la crise sociopolitique

En marge de la présentation du collectif des femmes de la Convention des démocrates chrétiens (CDC), le sénateur Florentin Mokonda Bonza a donné la position de la plate-forme politique Nouvelle initiative pour le Congo (NIC), sur la situation de crise politique, sociale et financière du pays.

La NIC, plateforme politique de l'opposition a vu le jour afin de faire les choses autrement, a déclaré son président, le Pr Mokonda Bonza. « Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas pu réaliser les pensées des pères de l'Indépendance pour le pays », a-t-il indiqué. Il a rappelé que le président Kasa-Vubu a commencé, ensuite est venu le président Mobutu. Celui-ci a conduit le Congo -devenu Zaïre sous son régime- à un certain niveau, suscitant un peu de fierté. A l'en croire, les services publics du pays fonctionnaient bien, les universités avaient des bourses qu'on accordait aux étudiants, les hôpitaux, les services sociaux, etc. Après, ce fut le déclin, suivi des conflits armés qui ont porté au pouvoir le président Mzée Laurent-Désiré Kabila. Ce dernier a essayé de remettre le pays sur les rails, mais il a été assassiné, et c'est son fils, Joseph Kabila, qui a repris le bâton de commandement. « Nous nous sommes dit, comme c'est un jeune, il va servir le pays, mais l'on a remarqué qu'au fil des années, au lieu que le pays se développe, bien au contraire, le Congo se noie », a-t-il soutenu. Avec métaphore, Mokonda Bonza a évoqué le cas d'une personne dont la quasi-totalité de son corps est sous l'eau, sauf la tête et il se débat pour que son nez ne soit pas sous l'eau au risque de ne plus respirer et donc de mourir.

Ancien directeur de cabinet du président Mobutu et ancien ministre de l'Agriculture, Mokonda Bonza a pris à témoin Léon Engulu, présent dans la salle des



Mokonda Bonza

fêtes Félicité, le 11 novembre. Père de l'Indépendance, ce dernier avait pris part à la table ronde de Bruxelles en 1960, et il était ensuite devenu gouverneur, aujourd'hui sénateur. « Léon Engulu me dit très souvent, 'mais mon fils Mokonda, vous avez encore de l'expérience, moi je n'ai plus de force. Vous allez laisser ce pays s'enfoncer comme c'est le cas aujourd'hui ? Lorsque nous avons obtenu l'Indépendance, nous avions l'objectif du développement du pays. Les Belges avant l'Indépendance nous chicotaient, mais nous mangions à notre faim, et tout le monde avait un toit sur lui, et ici à Kinshasa, le colonisateur avait construit Bandalungwa, Lemba, Matete, Kalamu ; à Kisangani, il a construit des communes de Mangobo, Tshopo, etc ; à Mbandaka, à Bukavu, Lubumbashi et ailleurs dans le pays, le colonisateur a construit des logements pour les agents et autres fonctionnaires de l'Etat. Mais aujourd'hui, les Congolais n'ont pas de logement décent, leur situation sociale est très précaire. On ne va quand même pas léguer à nos enfants le pays dans cet état. Ce pays nous appartient tous, le Congo n'appartient pas aux étran-

gers, nous n'avons pas dit que nous ne voulons pas d'étrangers au Congo, mais le pays est la propriété des Congolais », a dit Mokonda. Il a fait remarquer qu'hier, les neuf pays voisins du Congo le respectaient car il était leader de sa sous-région. Aujourd'hui, les 2 345 000 Km2 de superficie du pays ne font aucunement peur ou n'incitent pas au respect d'antan de la part des voisins. Ceci signifie que le pays est descendu très bas.

La place des femmes...

La nouvelle plateforme a la vocation de rassembler les Congolais afin de lutter pour le relèvement et l'essor du pays. « Nous devons continuer à respirer et nous battre. Et cette lutte, on va la faire avec les femmes, qui ont un travail énorme à abattre. Au sein de la plateforme, on réfléchit pour que la femme prenne une part bien plus active qu'avant dans ce combat pour le développement du pays », a-t-il clamé, rappelant la disposition de la loi électorale qui oblige les partis politiques à inscrire les femmes sur leurs listes des candidats aux législatives. Mais les femmes aussi doivent y mettre de la volonté, parce que très souvent, a-t-il argumenté, elles restent elles-mêmes en retrait ou préfèrent aller dans des partis où l'on distribue de l'argent, parce que les partis d'opposition n'ont pas des moyens financiers. Mokonda Bonza a également parlé de la souffrance de la femme dans l'est du pays en proie à des conflits armés et à l'insécurité ambiante. La femme est victime de viol et devient comme un paria de la société, a-t-il avancé. La NIC pense que l'Etat doit s'occuper et prendre soin de cette femme violente ainsi que de l'enfant conçu et né des actes de viol de sa mère. Le président de la NIC a, enfin, recommandé aux femmes

de se former, d'apprendre et d'acquérir des connaissances afin d'être aptes et compétentes pour participer activement dans la vie politique et ne pas dépendre des autres.

La crise sociale, politique et financière...

Parlant de la situation du pays, il a rappelé la crise sociale, financière et politique, les conditions sociales difficiles, la pauvreté. Pour lui, le gouvernement ne semble pas œuvrer dans le sens d'inverser la tendance et changer les choses. En 2014, a-t-il dit en exemple, la Cour des Comptes a fait état, dans son rapport, que le gouvernement a mobilisé un milliard de dollars pour des projets qui ne font pas partie du budget national. De 2009 à 2014 dans le Grand Katanga, le cuivre a généré 45 milliards de dollars américains, mais dans le Trésor public, l'on a enregistré que 6 milliards.

Lorsque la gestion du budget ne respecte pas l'orthodoxie en la matière, cela impacte négativement sur l'économie et génère des tensions sociales, a expliqué le Pr Mokonda. Le policier mal payé se tournera vers le civil pour le rançonner, le médecin sous payé entrera en grève, et le taux du chômage prendra de l'ascenseur, etc., a-t-il pris comme exemples. Pour lui, les élections s'éloignent de plus en plus, prévus en 2016, elles devraient se tenir en 2017, mais on les a reprogrammées pour 2019. Après le passage à Kinshasa, de Nikki Haley, représentante des Etats-Unis aux Nations Unies et envoyée spéciale du président américain Donald Trump, les élections ont finalement été fixées en décembre 2018. Est-ce que ces scrutins vont-ils se tenir en décembre de cette année ? Rien n'est sûr. Le Pr Mokonda Bonza a indiqué qu'il y a démocratie lorsque le peuple s'exprime. Lorsqu'on l'empêche de s'exprimer, on le prive de démocratie et donc du changement.

La RDC n'est pas un royaume où le fils succède au père au trône et ainsi de suite, a-t-il affirmé. Dans d'autres pays en Afrique, il y avait jadis des partis uniques mais actuellement, on voit le changement et les anciens présidents, après avoir fini leur mandat, laissent le pouvoir à quelqu'un d'autre au terme des élections, a signifié l'orateur. Il s'est étonné que cela ne soit pas le cas en RDC où le peuple doit se lever pour recouvrer son droit de s'exprimer. Mokonda a rappelé l'ouvrage de son collègue sénateur, Modeste Mutinga, sur la guerre de l'eau qui pointe à l'horizon. Le pays est en danger et a perdu de sa superbe en Afrique, a-t-il informé.

Rejet du calendrier électoral

La CDC et la NIC rejettent le calendrier publié par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), a déclaré le sénateur Mokonda Bonza. « J'ai fait la proposition que les trente-deux délégués aux discussions directes au Centre interdiocésain sous l'égide de la Conférence épiscopale nationale du Congo puissent revenir autour de la table pour revoir l'Accord du 31 décembre 2016 qui avait prévu, malgré des doutes, l'organisation de tous les scrutins présidentiel, législatifs et provinciaux le même jour. Et c'est le prétexte de la Céni qui prolonge l'organisation de tous ces scrutins. J'ai donc proposé que ces votes soient séparés et qu'on donne la primauté à l'élection présidentielle car étant la plus importante. Nous voulons qu'un changement s'opère au pays. Nous n'avons pas refusé le président Kabila qui est un fils du Congo, mais seulement en janvier 2018, il aura totalisé 17 ans comme président de la RDC ; et malgré toutes ces années, le pays va très mal. C'est un homme, il peut bien aller se reposer et qu'un autre fils du pays reprenne le tablier », a conclu le sénateur.

Martin Engimo

PROCESSUS ÉLECTORAL

L'OIF disposée à accompagner la RDC

L'organisme international a réaffirmé sa volonté au terme de sa mission d'information et de contact effectuée du 8 au 12 novembre dans le pays.

Conduite par Pascal Couchepin, ancien président de la Confédération suisse et envoyé spécial pour la Région des Grands lacs de la secrétaire générale de la Francophonie, la délégation venue en République démocratique du Congo (RDC) a encouragé toutes les parties prenantes au processus électoral à travailler sur la base du calendrier publié par la Commission électorale nationale indépendante (Céni) pour créer, dans un esprit inclusif, les conditions d'organisation des scrutins libres, crédibles et apaisés dans

le pays.

La mission a, toutefois, souligné la nécessité pour toutes les parties prenantes « de prendre les mesures appropriées pour assurer la mise en œuvre rigoureuse et exigeante de ce calendrier ». Pour l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), il s'agit, notamment, de l'adoption rapide du cadre législatif des scrutins, dont la loi électorale, et la mise à disposition des moyens logistiques et financiers pour répondre aux exigences techniques inhérentes à ce calendrier.

L'OIF a également noté « l'impérieuse nécessité d'intensifier les efforts engagés en vue d'apaiser le contexte politique et sécuritaire, afin de créer un environnement propice à l'organisation des élections ». Elle a particuliè-

rement conseillé la poursuite de la prise des mesures de décrispation pour garantir l'exercice des droits et libertés publiques.

Un accompagnement international

La délégation de l'OIF a, par ailleurs, insisté sur l'importance d'un accompagnement renforcé et coordonné de la communauté internationale. C'est ainsi qu'elle a recommandé la mise en place effective d'une équipe conjointe d'experts internationaux en appui au processus électoral et a invité toutes les parties prenantes à adhérer à ce mécanisme. « Cette équipe devrait permettre de faciliter la mise en œuvre et le suivi d'un chronogramme concerté et transparent dans le respect des prérogatives constitutionnelles de la Céni », a noté l'OIF.

La Céni a été, elle, appelée à élaborer, dans les meilleurs délais, un chronogramme et un budget détaillés. Elle devra, en outre, intensifier les concertations avec les partis politiques, la société civile et les partenaires internationaux pour favoriser davantage l'appropriation du processus par tous les acteurs. La mission de l'OIF en RDC, précisons-le, a eu de nombreux échanges avec les autorités nationales et électorales, les acteurs politiques, les représentants de la société civile et les partenaires internationaux. Les entretiens ont porté, dans l'ensemble, sur le processus électoral en cours dans le pays, en particulier sur le calendrier publié le 5 novembre dernier par la Céni. Cette mission a été la réponse au plaidoyer et au lobbying

sur la RDC menés par la représentante personnelle du chef de l'Etat congolais à la Francophonie, Isabel Machik Ruth Tshombe. Dans toutes les rencontres de l'OIF, en effet, elle plaide pour un accompagnement de cette organisation au processus électoral et démocratique en cours, en réaffirmant notamment la volonté du chef de l'Etat, Joseph Kabila, et le gouvernement de conduire le pays à des élections démocratiques, libres, transparentes et apaisées. Notons que Pascal Couchepin était accompagné par les représentants personnels des chefs d'Etat d'Arménie et du Sénégal au Conseil permanent de la Francophonie, de l'administrateur de l'OIF et d'experts francophones de haut niveau.

Lucien Dianzenza

DIVISION 1/ZONE OUEST

V.Club s'impose nettement face à Molunge

C'est un V.Club new-look qui s'est présenté en favori, le 15 novembre, au stade Tata-Raphaël de la Kethule de Ryhove de Kinshasa, face à TP Molunge de Mbandaka en première journée de la zone de développement ouest de la 23e édition du championnat national de football.

On a retrouvé sur l'aire de jeu des joueurs comme Djuma Shabani, le Camerounais Ayuk Taku et Jésus Muloko, tous transfuges du FC Renaissance de Congo. Le buteur Etekiama n'a pas été aligné dès le coup d'envoi. À côté des anciens comme le gardien de but camerounais Nelson Lukongo, Bangala Litombo, Glody Ngonza, Nelson Munganga, Chadrack Muzungu, le Malien Omar Sidibe, on a retrouvé d'autres nouveaux comme Fabrice Lwamba et aussi Mabandikila, Zacharie Mombo et Luzolo Ernest, tous les trois entrés en jeu en deuxième période. Et les Dauphins Noirs se sont mis dans la voie de la victoire dès la 28e minute par le biais de Jésus Muloko Ducapel. V.Club a littéralement asphyxié cette formation de TP Molunge coaché par le technicien congolais Josén Mundele. Et à la 35e minute, Chadrack Muzungu Lokombe a doublé la mise pour V.Club. Ayant déjà fait le break dès la première période, les joueurs de Florent Ibenge ont continué à monopoliser le cuir en deuxième période, s'assurant une victoire tranquille en cette première journée de la



phase des poules de la zone de développement ouest du championnat national de football. Mais alors qu'on jouait la dernière minute du temps additionnel, Nelson Munganga a inscrit le troisième but de V.Club, en reprenant de la tête un corner venu de la droite. V.Club prend provisoirement la tête de la zone ouest avec trois points et un goal différence de +3, par rapport au DCMP qui compte également trois points et un goal average de +2. « On est satisfait du résultat, maintenant il faut arranger encore au niveau

de la manière. C'est le premier match, on va continuer de travailler pour avoir plus de fluidité dans le jeu. Le prochain match, c'est contre le Daring, j'ai vu une équipe très forte, à nous d'être concentré », a réagi le coach Florent Ibenge. José Mundele du TP Molunge a, pour sa part, indiqué que trois buts à zéro, c'est dur, mais l'adversaire était bien au supérieur au niveau du jeu. Le club va continuer à travailler pour s'améliorer, a-t-il conclu. Le premier match qui devrait avoir lieu entre le FC Shark XI FC

V.Club et TP Molunge avant le coup d'envoi du match le 15 novembre au stade des Martyrs

de Kinshasa contre Nord Sport de Matadi n'a pas eu lieu. Shark XI FC ne s'est pas présenté sur le terrain ; le club avait pris la décision de ne pas prendre part au championnat national organisé par la Ligue nationale de football (Linafoot) préférant évoluer au championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epfin). L'on attend la décision de l'instance organisatrice de la Division 1.

Zone est, Virunga bat Maniema Union

Il y a eu des rencontres de la

deuxième journée dans la zone de développement est. Dauphin Noir de Goma a battu Mont Bleu de Bunia par un but à zéro, une réalisation de Giresse Embile. Et Maniema Union de Kindu a courbé l'échine face au DC Virunga de Goma par deux buts à un. Christian a ouvert la marque pour Virunga à la 32e minute, avant que Mido de Maniema Union n'ait égalisé à la 58e minute. Mais Titiya a redonné l'avantage à Virunga à la 65e minute.

Martin Engimo

SANTÉ

Augmentation des cas de choléra dans le Grand-Kasaï

Le bilan hebdomadaire de la maladie fait ressortir, dans la 44e semaine allant du 30 octobre au 5 novembre, une hausse au niveau national en raison de la détection de cas suspects et de décès dans des provinces n'ayant pas été touchées par l'épidémie les années antérieures.

La recrudescence des cas de choléra a été enregistrée dans la région du Grand-Kasaï, notamment les provinces du Kasaï et de la Lomami. À elles seules, 598 cas suspects ont été signalés et 45 décès ; soit 30% de l'ensemble des cas suspects et 63% de décès notifiés à travers le pays, à la 44e semaine.

Selon le Programme national d'élimination du choléra (Pnechol) et des maladies diarrhéiques (MD), l'arrivée de cette maladie dans le Grand-Kasaï était prévisible, en raison de la vulnérabilité des cinq provinces de cette région aux maladies diarrhéiques. « Cette vulnérabilité antérieure a été récemment exacerbée par de violents conflits qui ont occasionné de nombreux mouvements de la population ainsi que des dégradations importantes des structures de prise en charge des malades », indique le rapport

hebdomadaire du Pnechol-MD.

La riposte

Le Pr Didier Bompangue, coordinateur national du Pnechol-MD, a présenté un nouveau plan de riposte pour contrer rapidement ces dernières flambées épidémiques. C'était au cours d'une réunion d'urgence tenue le 11 novembre, au cabinet du ministre de la Santé. Les équipes du Pnechol-MD avaient anticipé ces développements qu'ils avaient notamment inclus dans le premier plan de riposte, élaboré en septembre dernier. La situation étant préoccupante, l'équipe de la division d'intervention rapide du Pnechol-MD a envoyé, le 12 novembre, deux épidémiologistes dans la zone de santé de Ngandajika, avec 5 200 litres de solution de Ringer venant des entrepôts du ministère de la Santé à Kinshasa.

Par ailleurs, une délégation de deux consultants mandatés par l'OMS est arrivée également dans cette localité, dans la nuit du 11 au 12 novembre avec 315 litres de solution de Ringer.

Aline Nzuzi

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENFANCE

L'Unicef/RDC met l'accent sur les ODD

L'évènement sera célébré, le 20 novembre, sur le thème « Pour chaque enfant, des rêves ». L'organisation onusienne a prévu, cette année, à Kinshasa d'organiser deux activités phares avec l'implication des enfants.

L'Unicef, en collaboration avec le ministère du Genre, famille et enfant de la RDC, a prévu de mettre en évidence les Objectifs de développement durable (ODD) et d'impliquer les enfants et adolescents dans la réalisation de ces objectifs. À cet effet, en rapport avec le thème « Pour chaque enfant, des rêves », une exposition photos aura lieu du 21 novembre au 11 décembre, dans la salle d'exposition de l'Institut français. Le 24 novembre, le tour reviendra à l'organisation d'un concert de Lexus Legal, à la Halle de la Gombe toujours à l'Institut français. L'entrée est gratuite pour toutes les deux manifestations. L'exposition photo portera sur des portraits d'enfants âgés de 11 à 18 ans qui mettent en scène ce qu'ils souhaite-

raient devenir en 2030. Par contre, le concert que livrera Lexus Legal, intitulé « Transition », apportera un message d'espoir et de vie à tous les enfants et pourquoi pas aux adultes. Ce sera sur fond des sons hip-hop, folk et rap qui entraîneraient le public dans un voyage entre l'enfance et l'âge adulte où s'entrelacent questionnement, rêves, curiosité, peur et émotion.

Pour rappel, le 20 novembre marque le jour de l'adoption par l'Assemblée des Nations unies de la Déclaration des droits de l'enfant en 1959, et de la Convention relative aux droits de l'enfant, signée en 1989. Depuis 1990, la journée marque également l'anniversaire de l'adoption de la Déclaration et de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cet évènement offre une occasion unique de sensibiliser le public aux droits de l'enfant, de promouvoir et de mettre en lumière ceux-ci, mais aussi de transformer cette date en actes concrets en faveur des enfants partout dans le monde.

A.Nz.

VIE DES PARTIS

La CDC officialise son collectif des femmes

Le parti politique de l'opposition, dirigé par le sénateur et Pr Florentin Mokonda Bonza, se réorganise dans l'optique de l'autonomisation et de la participation de la femme dans la politique nationale et le développement du pays.

Le collectif des femmes de la Convention des démocrates chrétiens (CDC) a été présenté aux membres de ce parti, le 11 novembre à Kinshasa, dans la salle des fêtes Félicité de la commune de Kasavubu. Dans son mot de circonstance, le sénateur Mokonda Bonza a souligné que la nécessité d'encadrer les membres d'un parti politique est reconnue dans la Constitution. Aussi a-t-il rappelé l'article 6 de la loi fondamentale qui reconnaît le pluralisme politique et qui stipule aussi que les partis politiques concourent à l'expression du suffrage, au renforcement de la conscience nationale, à l'éducation civique et au patriotisme.

Le sénateur s'est ensuite attardé sur la place de la femme dans le projet de société de la CDC. Il a expliqué que selon des études démographiques à travers le monde, les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Et pourtant, 52 % des naissances concernent les enfants de sexe masculin et 48 % de sexe féminin. En grandissant, a-t-il poursuivi, la tendance s'inverse et l'on se retrouve avec 52 % d'enfants de sexe féminin et 48 % de sexe masculin. Les hommes, a



Le Pr Mokonda à côté d'Hélène Ndombe Sita lors de la présentation officielle du Collectif des femmes de la CDC

ajouté le Pr Mokonda, meurent avant les femmes et les veuves sont bien plus nombreuses que les veufs. D'où l'intérêt de s'intéresser à la femme qui est une actrice importante dans la société. Le président de la CDC a argumenté que c'est elle qui porte le bébé pendant neuf mois, qui le met au monde après les douleurs de l'enfantement, l'allait, l'élève et l'éduque. C'est donc impératif pour la société de s'occuper d'elle, en rapport avec sa responsabilité de mère confiée par Dieu. Dans les sociétés traditionnelles, a rappelé l'orateur, la femme est la gardienne des valeurs, c'est auprès de l'ancienne du village qu'on se renseigne sur les us et coutumes, sur les pra-

tiques ancestrales et autres. Si, aujourd'hui, la femme est perçue comme un sujet de travail ou juste de procréation, dans les anciennes sociétés, elle était très respectée et bénéficiait de beaucoup d'égards, a conclu le Pr Mokonda.

Au sein de la CDC, a assuré le président de ce parti, on s'intéresse beaucoup plus aux femmes qui vivent dans les coins reculés du pays, parce que ce sont elles qui font tout dans les foyers, alors que les hommes passent leur temps à boire. Cette formation politique pense donc à inverser les choses, en s'occupant de la jeune femme au village, qu'elle ait les mêmes chances que le jeune homme et

qu'elle parte pour l'école afin de devenir plus tard une femme épanouie. À Kinshasa, aujourd'hui, les femmes s'occupent de leurs ménages, paient les frais scolaires et académiques de leurs enfants alors que le salaire de leurs maris est devenu insignifiant, s'ils ne sont pas des chômeurs, a martelé le sénateur. Le Pr Mokonda Bonza a, par ailleurs, mentionné l'initiative du microcrédit inventée par le professeur d'économie originaire du Bangladesh, Muhammad Yunus. Son parti voudrait insérer cela dans son projet pour venir en aide aux femmes afin qu'elles sortent du gouffre socio-financier dans lequel elles se trouvent.

Avant l'adresse du Pr Mokonda,

Hélène Ndombe Sita, présidente du collectif des femmes de la CDC, a appelé ces dernières à s'engager politiquement de manière résolue, afin de se faire élire dans les assemblées. La RDC, a-t-elle fait savoir, est l'un des rares pays à inscrire la parité dans la Constitution. Malgré cela, les femmes sont en très petit nombre dans les institutions du pays par rapport aux hommes. Marie-Josée Bunsana Lunkeba, présidente du Cartel des femmes leaders politiques actives, a elle aussi pris la parole pour motiver les femmes à se former et à acquérir la compétence afin de mieux œuvrer sur le terrain politique.

Martin Engimo

OPPOSITION

Succès mitigé de l'appel à la ville-morte

Le mot d'ordre lancé par le mouvement citoyen Lucha et soutenu par le Rassemblement/Limete, la principale plate-forme de l'opposition, n'a pas produit l'effet escompté, le 15 novembre, sur l'ensemble du territoire national.

Pour une fois, l'opposition radicale et ses alliés sont passés à côté de la plaque, au regard du peu d'intérêt manifesté par les Congolais à leur mot d'ordre. Et pourtant la veille, tout présageait un triomphe. Des tracts ont circulé dans la ville de Kinshasa, annonçant la manifestation qui semblait recueillir au départ des grandes adhésions. Mais au jour « J », les choses ont tourné au vinaigre. Hésitants en début de matinée, juste le temps d'observation, les Kinois se sont finalement décidés de vaquer à leurs occupations quotidiennes. Ne voyant rien venir, ils sont sortis

de leurs maisons pour gagner leur poste de travail.

Fluide aux premières heures de la matinée, la circulation a repris ses droits après 10 heures. Plusieurs écoles ont ouvert, même si quelques-unes sont restées fermées pour parer à toute éventualité. Graduellement, les magasins, les agences de transfert de fonds, les banques, les stations-service, les terrasses, etc., ont commencé à reprendre du service. Il en est de même pour les bus Transco remis en circulation peu après 10 heures. S'il est vrai que les activités commerciales ont tourné au ralenti au centre-ville, à l'est et à l'ouest de la capitale, c'est à peine que la population obnubilée par son train-train quotidien, évoquait cette « ville-morte » aux contours flous et qui, dans certains esprits, passait pour une distraction.

L'état d'esprit qui a prévalu dans le chef des Kinois s'est aussi ma-

nifesté chez les Matadiens qui, eux aussi, ont fait échec au mot d'ordre de l'opposition radicale qui n'a été que relativement suivi. À Lubumbashi également, les activités commerciales ont tourné au ralenti dans quelques quartiers. La quasi-totalité de magasins et boutiques est restée fermée une bonne partie de la journée, preuve que les « Lushois » étaient en phase avec les organisateurs comme en témoigne la pression exercée sur eux par le maire, leur demandant de « vaquer librement et paisiblement » à leurs occupations.

Si à Kinshasa, Matadi et Lubumbashi, aucun fait notable n'est à signaler, tel n'a pas été le cas dans la province du Nord-Kivu, plus précisément à Goma où quelques altercations entre manifestants et policiers ont été rapportées. Les manifestations de la Lucha et du collectif d'action de la société civile

ont donné lieu à des dérapages avec, à la clé, l'incendie d'un poste de police et des tirs de gaz lacrymogène pour disperser des manifestants et démonter les barricades érigées sur des voies publiques. Même situation à Beni, Butembo et Kasindi où les activités étaient quasi paralysées.

Dans l'ensemble, nonobstant quelques cas isolés d'incidents, la journée ville morte, décrétée par le mouvement citoyen Lucha de concert avec quelques partis politiques de l'opposition pour rejeter le calendrier électoral et réclamer le départ de Joseph Kabila, n'a été respecté que partiellement sur le territoire national. Les dispositions sécuritaires prises, avec le déploiement sur plusieurs sites stratégiques des policiers anti-émeute, dont certains cagoulés sillonnant les grandes artères à bord des jeeps filant à vive allure, ont dissuadé

de nombreux manifestants à Kinshasa et ailleurs à revenir aux bons sentiments.

De quoi donner des ailes à la majorité présidentielle qui tourne en dérision cette activité de l'opposition qu'elle dit en panne d'inspiration. Le porte-parole de la Mouvance présidentielle est monté au créneau pour féliciter le peuple congolais dont il a loué la « grande maturité » face aux opérations « téméraires et intempestives » de ville-morte. Pour Alain Atundu, en effet, les Congolais ont compris la « mauvaise foi et la supercherie de ces démocrates de façade qui veulent ainsi créer délibérément une confusion dans l'esprit des Congolais pour aboutir à un autre dialogue politique dans l'espoir d'accéder au pouvoir par des combinaisons maffieuses en dehors des élections, seule voie démocratique en la matière ».

Alain Diasso

ENTREPRENEURIAT

Les PME congolaises cherchent à promouvoir leur compétitivité

Trois importantes conventions ont été signées, le 10 novembre à Pointe-Noire, par Total E & P Congo, Ofis et Yekolab, tous associés au DSI-Club Congo (Le Club des directeurs de système d'information) afin de développer la concurrence des PME locales.

Au sortir de la session inaugurale des « Rendez vous de l'économie numérique » qui a eu lieu en mars dernier, à Pointe-Noire, et après la brillante présentation de Total E&P Congo, l'invité du jour à l'activité, un patron de PME (Petites et moyennes entreprises) prenant conscience du levier de productivité et de performance que pouvait représenter le numérique, a exprimé sa préoccupation : « Comment puis-je m'y prendre avec mes

moyens limités ? Que peut-on me proposer ? ».

En guise de réponse, Bruno Jean-Richard Itoua, ministre de l'Enseignement supérieur, président d'honneur du DSI-Club Congo, a convié toutes les compétences à apporter une réponse à cette préoccupation qui, selon lui, est conforme au programme présidentiel « La marche vers le développement » en son axe 5 qui stipule « Arrimer le Congo au développement de l'économie numérique ». Aujourd'hui, il est indéniable que les PME qui tirent parti du numérique se développent plus vite que les autres.

Le constat a été confirmé par le rapport 2016 de la Banque mondiale sur le développement dans le monde dans



Vianney Missolo (Ofis), Guy Baouaya (Total E&P Congo), Ines Gatsono (Yekolab) crédit photo «DR»

sa section consacrée aux « dividendes du numérique » et, plus actuellement, la Conférence des Nations unies pour le commerce et développement qui a publié, le 2 octobre, un rapport sur l'économie de l'information 2017 sous le titre « Numérisation, commerce et développement ».

Ainsi, pour répondre à ce défi, le DSI-Club Congo a conduit une réflexion stratégique pour la mise en œuvre d'un projet national pour le développement de la compétitivité des PME congolaises à travers le numérique. Pour le mettre en œuvre, le DSI-Club Congo s'est rapproché de quelques acteurs majeurs dans le but de construire l'écosystème nécessaire à la réussite dudit projet « Arrimer les PME congolaises au développement de l'économie numérique ».

Le 22 novembre, le DSI-Club Congo présentera à la Chambre de commerce de Pointe-Noire son plan d'action pour « La transition numérique des PME congolaises en 2018 » en présence de la ministre des PME, de l'artisanat et du secteur informel; du ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique; du ministre de l'Enseignement supérieur et du conseiller au numérique du président de la République.

Notons que les trois conventions ont été signées en présence des représentants de la ministre des PME; du ministre de l'Enseignement supérieur, président d'honneur du DSI-Club Congo et du président d'Unicongo.

Hervé Brice Mampouya



Pierre Jessua (Total E&P Congo) et Guy Baouaya (DSI-Club Congo)

SANTÉ

Le Lions club sensibilise la population au diabète

À la faveur de la journée internationale contre la maladie, une sensibilisation communautaire couplée à un dépistage gratuit a été organisée, le 15 novembre, à l'hôpital général de Loandjili de Pointe-Noire.

Le Lions club international s'associe, chaque 15 novembre, aux différents partenaires et professionnels de la santé pour promouvoir la lutte contre le diabète et ses complications. A l'hôpital général de Loandjili, les

Lions ont sensibilisé la population au diabète et près de deux cents personnes ont été dépistées.

« Nous avons choisi l'hôpital général de Loandjili pour son importance et parce que

de nombreux diabétoles y travaillent. Nous avons voulu faire passer un message de prévention et de sensibilisation, car le diabète est une maladie mortelle et débilitante. Des dizaines de millions de personnes atteintes souffrent de graves conditions y compris des maladies cardiaques, des accidents vasculaires cérébraux, de la cécité et l'insuffisance rénale », a expliqué Fernande Marie-Catherine Dekambi Mavoungou, présidente du Lions club Région 26.

Elle a ajouté qu'« à travers cette éducation communautaire, nous voulons prévenir le diabète par une hygiène alimentaire et une activité physique modérée ».

Plusieurs personnes se sont fait dépister, s'est réjoui Vital Evans Ebelebé, directeur général de l'hôpital de Loandjili, saluant l'initiative du Lions club.

De son côté, le Pr Henri Germain Monabeka, chef de service des maladies métaboliques et endocriniennes au CHU

de Brazzaville, a signifié: « Le diabète est une maladie silencieuse. Nous déplorons le fait que les gens viennent à l'hôpital quand la maladie a atteint un stade avancé. Alors que la seule façon de pouvoir prévenir le diabète est de le dépister de manière précoce. Dans l'année, l'on doit faire régulièrement son dépistage car en Afrique 80 % de diabétiques s'ignorent. Nous avons toujours prôné le dépistage précoce de la maladie sur toute l'étendue du territoire national. »

Le diabète appauvrit les familles et pèse lourdement sur les systèmes de santé. Une grande partie des quatre millions de personnes qui meurent chaque année du diabète se trouve dans leurs années les plus productives (40-60ans), ce qui entraîne un coût économique élevé pour la société. Des enfants meurent du diabète de type 1 dans les pays à faible et moyen revenus, parce qu'ils n'ont pas accès à l'insuline.

Hervé Brice Mampouya



La photo de famille lors de la journée internationale du diabète à Loandjili crédit photo «Adiac»

VIE DES CLUBS

Les supporters de l'Etoile du Congo réclament une assemblée générale électorale

Les fanatiques des Vert et Jaune sont montés au créneau, le 11 novembre, pour infliger une motion de carence au bureau de la coordination nationale quant à son incapacité à conduire les destinées de leur équipe.

L'Association sportive Etoile du Congo (Asec) de Brazzaville est en quête d'un président général, depuis la démission d'Hamadi Baba. Ses supporters ont décidé de reprendre les commandes de l'équipe afin de les confier à un organe statutaire devant convoquer sans délai l'assemblée générale électorale. Une fois de plus, la période de l'intersaison est agitée chez les Vert et Jaune.

Au cours de leur assemblée générale extraordinaire tenue au siège de l'équipe, les supporters et sympathisants ont fait le point sur la situation actuelle qui leur a permis de relever quelques insuffisances. « *Alors que les autres clubs se restructurent pour mieux aborder la nouvelle saison, l'Etoile du Congo reste muette* », ont-ils signifié dans leur communiqué final.

Ce n'est pas la vérité du terrain qui devrait les contredire. Pour preuve, la saison sportive 2017-2018 a été ouverte le 1er novembre. Mais l'Etoile du Congo n'a pas encore repris les entraînements. La section football, ont-ils soutenu, serait amputée de cinq joueurs clés de la saison dernière qui auraient choisi d'autres horizons à cause de la



Les supporters de l'Etoile du Congo pendant la réunion Adiac

léthargie du bureau de la coordination nationale.

Ce bureau, ont-ils rappelé, a été mis en place après la nomination, le 29 juin, de Mme Emilienne Charlotte Lekoundzou à la tête de la commission ad hoc. Il avait pour principales missions de conduire les destinées de l'Etoile du Congo jusqu'à la fin de la saison 2016-2017 et d'organiser l'assemblée générale électorale. La présidente étant hors du pays pour des raisons familiales, le processus

tarde à décoller car, affirment les supporters, les personnes qu'elle a placées dans la structure sont incapables d'assurer la continuité, laissant la vie de l'Etoile du Congo dans les seules mains de la présidente, unique bailleur de fonds.

« *Le bureau de la coordination nommé par Mme Lekoundzou compte 9 membres dont trois vice-présidents. Cette équipe est à même d'organiser le fonctionnement régulier de l'Asec avec les instructions de la présidente* », ont indiqué les

supporters. Le constat, selon eux, est que l'Etoile du Congo était régulière en compétition africaine depuis 2015. Elle a été éliminée d'entrée de jeu par MK Etanchiété cette année-là puis par Sétif d'Algérie en 2016 lors des seizièmes de finale. Cette saison, les Vert et Jaune n'ont pas réussi à valider leur qualification puisqu'ils se sont classés 5^e au classement général, derrière l'AC Léopards, AS Otoho, Cara et La Mancha alors qu'avant la démission d'Hama-

di Baba, ils occupaient le 3^e rang. « *Nous, les supporters réunis en assemblée générale extraordinaire sous la présidence de nos dirigeants, décidons d'infliger une motion de carence à l'endroit de la coordination nationale pour incapacité à conduire les destinées de l'Association sportive Etoile du Congo, reprenons les commandes de l'équipe pour les confier à un organe statutaire devant convoquer sans délai l'assemblée générale électorale* », ont-ils décidé

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

La date de démarrage enfin connue

La compétition sera lancée le 13 janvier 2018 pour s'achever le 30 novembre, selon le programme communiqué par le secrétaire général de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) aux secrétaires généraux des clubs des Ligues 1 et 2.

Dans la circulaire n°17, Badji Mombo Wanteté précise que la saison sportive 2017-2018 a été ouverte le 1^{er} novembre. Il est rappelé aux dirigeants des clubs que la période d'enregistrement des joueurs a été ouverte le 6 novembre, ce, jusqu'au 28 janvier 2018. La deuxième phase d'enregistrement, lit-on dans la note, sera ouverte du 1^{er} au 31 mai 2018. « *Toutes les formalités de mutations des joueurs (prêts et transferts) doivent*



La rencontre JSP-As OtohoAdiac

s'effectuer dans les périodes d'enregistrement prescrites par la circulaire », a souligné

Badji Mombo Wanteté avant de rappeler que seul un joueur sous contrat avec un club peut

faire l'objet d'un prêt ou d'un transfert. Il a, par ailleurs, ajouté qu'un joueur non engagé par

contrat avec un club est libre à la fin de la saison sportive, selon l'article 20 du règlement intérieur.

« *Le nombre de joueurs étrangers et plus généralement le nombre de joueurs à qualifier par club ainsi que la durée du prêt sont précisés dans le règlement du championnat. Tout enregistrement de joueur effectué en violation des présentes dispositions est réputé nul et de nul effet* », a souligné le secrétaire général de la Fécofoot, invitant tous les clubs à tenir leur assemblée générale ordinaire avant le démarrage des compétitions.

Notons que dans la circulaire, la Fécofoot n'a pas communiqué la date du démarrage du championnat Ligue 2.

J.G.E.